



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

La CPI semaine après semaine

02 novembre 2009 #8



Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (« Ahmad Harun ») et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (« Ali Kushayb »), *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* et *Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de Harun, Kushayb et Al Bashir pour des charges de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI.

Affaire Abu Garda

Clôture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire Abu Garda le 30 octobre 2009

Le 30 octobre 2009, l'audience sur la confirmation des charges, dans l'affaire *Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda*, a pris fin. Pendant neuf jours, l'Accusation et la Défense ont présenté leurs éléments de preuves et leurs témoins devant les trois juges de la Chambre préliminaire I. Les représentants légaux des victimes ont également eu la possibilité de présenter leurs observations. Dans un délai de 60 jours, les juges détermineront s'il y a ou non des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que le suspect a commis chacun des crimes qui lui sont imputés.



La Chambre en audience ©ICC-CPI

Bahr Idriss Abu Garda est suspecté d'avoir commis trois crimes de guerre durant l'attaque contre la Mission de l'Union Africaine de maintien de la paix, qui était déployée au Darfour-Nord, à la base militaire de Haskanita, le 29 septembre 2007.

L'audience de confirmation des charges s'est ouverte le 19 octobre 2009. Suite aux déclarations d'ouverture de l'Accusation, de la Défense et des représentants légaux des 78 victimes autorisées à participer, l'Accusation a présenté ses éléments de preuve. Trois témoins appelés par l'Accusation ont déposé leurs témoignages et ont été contre-interrogés par la Défense. La Défense a également présenté un témoin qui a déposé en sessions à huis clos. Les représentants légaux des victimes ont été autorisés par les juges à poser aux témoins des questions liées aux intérêts des victimes. La Défense a pu discuter les moyens de preuve de l'Accusation et a présenté ses propres éléments de preuve.

Les déclarations de clôture ont eu lieu les 29 et le 30 octobre, pendant lesquelles les quatre représentants légaux des victimes, Mme Hélène Cisse, M. Akin Akinbote, M. Brahim Kone et le colonel Frank Adaka, ont indiqué qu'aucune réparation ne compensera la peine des veuves, des orphelins et des survivants de l'attaque. « Les victimes demeureront toujours des victimes, mais voir que la justice a été faite les reconfortera », a déclaré M. Akinbote.

L'Accusation, dans sa déclaration de clôture, a réitéré que Bahr Idriss Abu Garda avait le contrôle effectif sur les forces rebelles et sur les crimes commis par eux. Le fait qu'une attaque ait eu lieu le 29 septembre 2007 n'est pas contesté ; le fait qu'elle ait lieu dans le contexte d'un conflit armé n'est pas contesté non plus. Que 12 soldats du maintien de la paix aient été tués, que d'autres aient été blessés et que la base ait été pillée, n'est pas contesté.

L'Accusation a conclu que la base de Haskanita bénéficiait d'un statut protégé lorsqu'elle a été attaquée ; que le personnel et les installations de la base devaient bénéficier de la protection accordée aux civils, le 29 septembre 2007. Ceci est, selon l'Accusation, établi dans les éléments de preuve qu'elle a produit, tandis que la Défense n'aurait apporté aucun élément pour le contredire.

Me Karim Khan, conseil de la Défense de M. Abu Garda, a soutenu que M. Abu Garda n'est pas responsable de l'attaque contre la base de Haskanita, le 29 septembre 2007, et que celle-ci avait alors perdu son statut protégé en vertu du droit international.

La Chambre préliminaire I rendra sa décision dans un délai de soixante jours à compter de la fin de l'audience de confirmations des charges lors de la soumission, au plus tard le 30 novembre, des observations écrites des parties et participants à la procédure. La Chambre, composée de trois juges, la juge présidente Sylvia Steiner, la juge Sanji Mmasenono Mongeng et le juge Cuno Tarfusser, peut :

- Confirmer les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il y a des preuves suffisantes, auquel cas l'affaire est renvoyée en jugement devant une Chambre de première instance pour le Procès ;
- Refuser de confirmer les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il n'y a pas de preuves suffisantes et arrêter la procédure à l'encontre d'Abu Garda ;
- Ajourner l'audience et demander au Procureur d'apporter des éléments de preuve supplémentaires ou de procéder à de nouvelles enquêtes ;
- Ajourner l'audience et demander au Procureur de modifier toute charge pour laquelle les éléments de preuve produits semblent établir qu'un autre crime que celui qui est reproché a été commis.

Les deux parties à la procédure peuvent toutefois demander à la Chambre préliminaire l'autorisation d'interjeter appel contre la décision sur la confirmation des charges.

Liens vers les informations sur l'affaire Abu Garda :

- **Information** relative au suspect, aux charges, aux crimes allégués et aux principaux développements judiciaires
- **Calendrier** de l'audience de confirmation des charges
- **Questions et réponses** relatives à l'affaire
- **Plan de la salle d'audience** pendant l'audience de confirmation des charges
- **Déclaration du Greffier** pendant la conférence de presse du 16 octobre 2009
- **Programmes audiovisuels** sur l'affaire Abu Garda

Liens vers les informations générales sur la Cour :

- **Situations et affaires actuellement devant la Cour**
- **Mieux comprendre la Cour pénale internationale - Soudan**

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le début du procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* est prévu le 24 novembre 2009.

Décisions adoptées entre le 26 et le 30 octobre 2009

Affaire Lubanga Dyilo

Order issuing public and confidential redacted annex to the Decision on the applications by 2 victims to participate in the proceedings of 10 September 2009 (ICC-01/04-01/06-2115)

Rendue par la Chambre de première instance I, le 27 octobre 2009

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Décision invitant le Procureur et la Défense à présenter leurs observations sur certaines demandes de participation de victimes (règle 89-1 du Règlement de procédure et de preuve)

Rendue par la Chambre de première instance II, le 28 octobre 2009

Version publique expurgée de « la Décision relative à la levée, au maintien et au prononcé de mesures d'expurgation » du 22 octobre 2009 (ICC-01/04-01/07-1551-Conf-Exp)

Rendue par la Chambre de première instance II, le 28 octobre 2009

Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance.

Décisions adoptées entre le 26 et le 30 octobre 2009

Affaire Bemba

Order granting the Prosecution's Application for Extension of the Page Limit of its Summary of Presentation of Evidence

Rendue par la Chambre de première instance III, le 29 octobre 2009

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**.

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur **notre chaîne Youtube**.

Evènements

Le Président de la CPI, M. le juge Sang-Hyun Song, prend la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies

Le Président de la Cour pénale internationale (CPI), M. le juge Sang-Hyun Song, a présenté le 29 octobre à New York le rapport annuel de la CPI à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Président Song a donné un aperçu des faits nouveaux intervenus à la Cour et évoqué les priorités de son mandat qui intéressent les activités de l'ONU. Soulignant la nécessité de respecter l'indépendance judiciaire de la Cour, le Président Song a déclaré : « La Cour se distingue par son indépendance judiciaire. [...] Une fois que la Cour est saisie d'une situation, la justice suit son cours. [...] Parallèlement, cette institution judiciaire opère dans un monde politique. Elle est tributaire des États et d'autres instances, non seulement en matière de coopération, mais aussi pour faire respecter, préserver et renforcer son indépendance judiciaire. » Le Président Song a exprimé la gratitude de la Cour pour tous les efforts déployés par l'ONU afin de renforcer la justice pénale internationale et il a appelé les États, les organisations internationales et la société civile à poursuivre leur collaboration avec la Cour et l'ONU en vue de consolider davantage ce système.

La CPI est une institution judiciaire internationale indépendante qui a compétence à l'égard des personnes accusées des crimes les plus graves touchant la communauté internationale, à savoir le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Indépendante de l'ONU, elle entretient toutefois des relations avec celle-ci depuis la conclusion en 2004 d'un accord entre les deux institutions. Aux termes de cet accord, la Cour présente chaque année à l'ONU un rapport sur ses activités.



Le Président Song s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU © ICC-CPI

Discours de M. le juge Sang Hyun Song, Président de la Cour pénale internationale, devant l'Assemblée générale des Nations Unies

Interagir avec les communautés

Session de formation et information sur la CPI avec les magistrats civils et militaires en RDC

Le 29 et 30 octobre, l'équipe en charge de la sensibilisation à Kinshasa, dans le cadre du Programme de sensibilisation de la communauté juridique, a tenu une session de formation et d'information sur la CPI avec des magistrats civils et militaires. Les objectifs de cette session étaient de former les participants sur la mise en œuvre du Statut de Rome, de renforcer leur capacité à collaborer avec la CPI, et de les préparer pour l'ouverture du procès à l'encontre de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui.



L'équipe de la sensibilisation mène une session de formation sur la CPI avec les magistrats civils et militaires à Kinshasa les 29 et 30 octobre © ICC-CPI

L'Unité de la sensibilisation de la CPI, les journalistes et les membres des clubs d'écoute d'Ituri consolident leur partenariat (RDC)

Au cours d'une session de formation et de renforcement de capacités qui a duré deux jours, les 21 et 22 octobre 2009, l'équipe en charge de la sensibilisation dans le district de l'Ituri (dans l'est de la République démocratique du Congo) a tenu à renforcer les liens de partenariat qui existaient déjà entre la CPI, les journalistes et les membres des clubs d'écoute de l'Ituri.

Partenaires locaux incontournables de la Cour pénale internationale (CPI) dans leur capacité de relais, les journalistes sont tenus informés et formés de façon régulière par l'équipe en charge de la sensibilisation sur le terrain. Quant aux clubs d'écoute, ce sont des structures au sein desquelles certains membres influents d'une communauté donnée (notamment des chefs des collectivités, des enseignants, des étudiants...) se rassemblent pour écouter les émissions radiophoniques en rapport avec la CPI, et pour en débattre. Il est en effet nécessaire que les journalistes des radios communautaires ainsi que les membres des différents clubs d'écoute repartis dans les coins les plus reculés du District de l'Ituri soient bien formés afin de mieux informer, à leur tour, la population iturienne sur la CPI et ses activités.



Session de formation des journalistes et des représentants des clubs d'écoute à Bunia le 22 octobre 2009 © ICC-CPI

L'objectif de cette activité était de rappeler aux participants les techniques et stratégies qui doivent être mises en œuvre dans le traitement ainsi que dans la diffusion des informations en rapport avec la CPI en raison de leur caractère sensible et surtout pour éviter la désinformation, d'une part ; et de les informer sur les généralités et le fonctionnement de la CPI, d'autre part.

Pendant ces deux jours trente cinq personnes dont 15 journalistes et 20 membres des différents clubs d'écoute venus des cinq territoires du District de l'Ituri ont été informés sur la genèse et le fonctionnement de la CPI ainsi sur les activités judiciaires de la CPI.

Par ailleurs, à l'issue de cette session, les participants ont promis de ne ménager aucun effort dans la mise en pratique des nouvelles stratégies et techniques qu'ils ont apprises, en vue de mieux informer la population de l'Ituri sur la CPI et ses activités. Ils ont par la même occasion promis de faire la restitution auprès de leurs communautés respectives.

Calendrier

NOVEMBRE 2009						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
						01
02	03	04	05	06	07	08
09	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
18-26 nov : Huitième session de l'Assemblée des Etats parties (AEP) à La Haye						
23	24	25	26	27	28	29
18-26 nov : Huitième session de l'Assemblée des Etats parties (AEP) à La Haye						
	Ouverture programmée du procès dans l'affaire Germain Katanga & Mathieu Ngudjolo Chui / AEP					
30						
Evènements futurs : 12 dec – 2 jan : vacances judiciaires						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute